

Études internationales



Okita, Sabura, *The Developing Economies and Japan*, Tokyo – New York, University of Tokyo Press – Columbia University Press, 1980, 292 p.

Rodolphe De Koninck

Volume 13, numéro 1, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701333ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701333ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

De Koninck, R. (1982). Compte rendu de [Okita, Sabura, *The Developing Economies and Japan*, Tokyo – New York, University of Tokyo Press – Columbia University Press, 1980, 292 p.] *Études internationales*, 13(1), 196–198.
<https://doi.org/10.7202/701333ar>

définitive, sont des voisins qui se partagent une planète aux dimensions finies et connues. Au siècle des missiles intercontinentaux et des firmes multinationales, le voisin n'est plus strictement celui avec qui on partage des frontières communes. Reste donc à décoder le sens de l'expression. Il est entendu tout d'abord que le bon voisinage suppose le respect de la souveraineté étrangère, le non recours à la force, le règlement pacifique des conflits et l'esprit de coopération entre les États; mais la notion comprend plus spécifiquement l'obligation pour chaque État de ne pas utiliser son territoire contre l'État voisin, l'obligation de prendre des mesures efficaces afin d'éviter de porter préjudice, l'obligation d'informer ou de consulter le voisin sur les activités qui peuvent l'affecter, et l'obligation de ne pas commettre d'actes de nature à aggraver un état de tension. On constate d'une part que le droit classique du voisinage a élargi son domaine de validité spatiale et qu'il a su, d'autre part, donner un contenu concret aux principes nécessairement vagues et abstraits du droit international général. Le bon voisinage généralise, en quelque sorte, les règles plus anciennes du voisinage classique en les adaptant aux réalités internationales d'aujourd'hui.

Il apparaît, en définitive, que le bon voisinage n'est pas autre chose que le respect de certains principes fondamentaux du droit international. Si tel est le cas, il n'est pas certain que les Nations Unies feraient oeuvre utile en entreprenant – comme le recommande lui-même l'auteur dans ses conclusions finales – le processus de codification du principe. Un bon voisin étant par définition celui qui observe le droit, que faudrait-il encore ajouter à cette définition? En réalité, le concept semble clair; la manière dont les États vivent son expérience est une toute autre chose.

J. Maurice ARBOUR

Faculté de droit
Université Laval

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

OKITA, Saburo, *The Developing Economies and Japan*, Tokyo – New York, University of Tokyo Press – Columbia University Press, 1980, 292 p.

L'auteur est un économiste japonais influent qui a occupé plusieurs fonctions importantes au sein des diverses administrations gouvernementales et para-gouvernementales dans son pays. Depuis novembre 1979, il est ministre des Affaires étrangères. Il a publié de nombreux articles et au moins un livre en anglais, *Japan in the World Economy*, en 1975. Ce faisant, il s'est beaucoup répété. C'est le cas lorsqu'on compare ce livre au précédent, et surtout lorsque l'on examine les quelque treize textes qui le composent. En effet, le livre rassemble les textes d'articles déjà publiés et de conférences inédites qui s'échelonnent sur une longue période, de 1963 à 1979. Ceci étant dit, le recueil demeure d'un grand intérêt pour plusieurs raisons: 1) il est représentatif du discours dominant chez les économistes japonais, c'est-à-dire d'un discours très libéral et hyper-empiriste; 2) il est bien documenté; 3) il contient des synthèses révélatrices de l'évolution économique du Japon même.

L'ouvrage est divisé en trois grandes parties d'inégales longueurs. La première contient cinq textes traitant de la situation spécifique des économies des pays dits en voie de développement. Dans les deux premiers textes sont rassemblés des commentaires plus ou moins reliés sur la situation des divers types de pays sous-développés où, malgré le titre « d'approche intégrée » dont est affublé le deuxième texte, l'auteur fait la preuve d'une incompréhension assez exemplaire des conditions de la dépendance. En effet, malgré une critique de l'inefficacité de l'aide au développement, laquelle aide semble contribuer à accroître l'écart entre les diverses catégories de pays sous-développés ou mal développés, Okita présente une apologie de la division internationale du travail telle qu'elle existe actuellement. Il n'en néglige pas pour autant l'agriculture, insistant sur la nécessité d'accroître simultanément tant la productivité du

travail que le taux d'emploi au sein des agri-cultures vivrières, prenant comme exemple la riziculture asiatique et comme modèle la riziculture japonaise. Son texte le mieux documenté est d'ailleurs consacré au problème de l'amélioration de la production rizicole en Asie. Après avoir souligné les multiples avantages techniques et nutritifs du riz, il rappelle combien l'agriculture paysanne a été laissée pour compte jusqu'à récemment en Asie tropicale. Au sujet du Japon où la productivité, tant de la terre qu'éventuellement du travail, a atteint des niveaux très élevés, sont soulignés la qualité de l'irrigation et de la technologie adaptée à la rizière, le haut niveau de formation et d'initiative des producteurs, enfin l'importance de la réforme agraire d'après-guerre et le soutien à l'agriculture par le biais des prix et subsides. Après avoir fait ressortir le rôle clé de l'amélioration du contrôle de l'eau, Okita propose un vaste programme d'amélioration des conditions de la production dans les pays d'Asie méridionale, programme qui nécessitera d'énormes capitaux. Il s'agit ici bien sûr de la variante contemporaine de la « révolution verte » qui entraînera l'accroissement de la dépendance économique et technologique (engrais chimiques) des pays « agraires » à l'endroit des grands pays industriels. Comme pour mieux témoigner de son penchant pour cette « solution », Okita revient à ce qu'il appelle la division dynamique du travail et l'ordre international. Dans ce texte, où sont mentionnés plusieurs déséquilibres du marché mondial, tels le reflux privilégié des surplus monétaires pétroliers vers les pays industriels et les fluctuations des revenus de l'exportation des matières premières dans le Tiers Monde, l'auteur n'hésite toujours pas à recommander le *statu quo* au niveau de la nature des échanges. Il se préoccupe bien sûr de rechercher des moyens de mieux prélever des fonds d'aide au développement pas l'imposition, soit d'une « taxe mondiale », soit d'une taxe à la consommation des biens non essentiels dans les pays industriels. Mais ses propositions quant au rôle que peuvent jouer les multinationales dans l'amélioration de la condition des pays pauvres demeurent fort ambiguës.

La seconde partie du recueil, sans doute la plus valable, regroupe quatre textes concernant l'histoire de la croissance économique du

Japon à l'ère moderne, c'est-à-dire depuis la restauration Meiji (1868) et plus particulièrement depuis 1945. Pour cette croissance le Japon a bénéficié de nombreux atouts, dont l'ancienneté de l'alphabétisme qui atteignait déjà 32% de la population en 1872. En examinant l'histoire de cette croissance, Okita suggère quelques leçons pour les pays actuellement en voie de développement. Parmi celles-ci, il y a 1) l'importance du protectionnisme industriel, 2) la nécessité de développer l'agriculture comme marché pour l'industrie locale et comme source d'épargne à investir dans l'industrie, 3) le rôle crucial des petites entreprises industrielles (non pas artisanales) qui effectuent de la sous-traitance pour les grandes firmes tout en demeurant technologiquement à jour. Okita illustre la première recommandation à l'aide de l'exemple de l'industrie automobile japonaise qui s'est d'abord développée avec les seuls capitaux locaux, n'affrontant que peu de compétition et attendant d'atteindre une certaine maturité avant d'attaquer le marché mondial. L'auteur en déduit la nécessité pour les industries des pays en voie de développement de démarrer à l'abri d'une protection temporaire qui doit cependant être levée assez tôt, mais graduellement. Il ne s'attarde évidemment pas à rappeler que l'impérialisme des pays industriels et en particulier du Japon lui-même exclut toute possibilité pour la plupart des pays concernés de suivre l'un ou l'autre de ces conseils. 1) Le capital industriel y est généralement contrôlé de l'extérieur. 2) La production – et/ou la technologie qui lui est nécessaire – des biens industriels destinés au marché agricole est essentiellement entre les mains des firmes multinationales. 3) La sous-traitance évoquée par Okita, outre qu'elle est au Japon même une forme de surexploitation qui est cependant adoucie par la « rente mondiale » prélevée par l'ensemble de l'économie japonaise, lorsqu'elle existe dans les pays du Tiers Monde, est généralement une forme éhontée d'exploitation de la petite entreprise locale par les grandes firmes multinationales.

C'est tout de même dans cette seconde partie que l'on trouve le texte le plus intéressant du recueil. Okita y résume les causes de la croissance rapide de l'économie japonaise d'après-guerre. Il dégager d'abord, au niveau

des conditions avantageuses « locales », ce qu'il appelle le « cercle vertueux » (p. 116 ss). Parmi celles-ci, qui en réalité ne se situent pas toutes dans la seule période de l'après-guerre, on peut compter un certain nombre qui sont fondamentales. Il y a d'abord 1) le rattrapage technologique par le moyen de l'importation et de l'amélioration des technologies importées; 2) une hausse de productivité nettement plus rapide que la consommation, ce qui entraîne un taux d'épargne et de réinvestissement exceptionnel; ce retard de la consommation est d'autant plus assuré que les salaires croissent moins vite que la productivité; 3) une réserve de main-d'œuvre abondante au sein du secteur rural, qui demeure cependant très stable en chiffres absolus de 1870 à 1950 et, ce que Okita omet de souligner, très stable sur le plan politique; 4) un dualisme économique, c'est-à-dire la petite entreprise où les salaires sont très faibles et qui est contrôlée par la grande, mais sans participation étrangère; 5) la sécurité d'emploi qui caractérise tout le système des relations de travail; 6) des conditions qui contraignent les salariés à épargner, ne serait-ce que par prévoyance: ces conditions comprennent la pénurie des logements, la médiocrité du programme de sécurité sociale et le système même des salaires et bonus. Okita mentionne d'autres « conditions » ou causes importantes et, en particulier sur le plan international, le fait qu'après la guerre le Japon n'avait plus à se préoccuper de ses colonies. Il faut aussi rappeler à quel point cela signifie aussi que le Japon, à l'abri du « parapluie américain », a pu se concentrer sur la reconstruction de son économie à partir d'atouts essentiels, dont la technologie et le savoir-faire, que la défaite n'avait pu faire disparaître. Cette reconstruction s'est réalisée, malgré les tentatives d'Okita pour affirmer le contraire dans un texte sur la question, sans une véritable planification d'ensemble.

Il n'y a pas de planification d'ensemble non plus dans les relations du Japon avec les pays du Tiers Monde car les multinationales japonaises n'en ont pas besoin. L'auteur traite de ces relations dans les quatre textes de la troisième partie du recueil. Ces textes sont très révélateurs du décrochage qu'il y a entre l'apologie de la réussite japonaise et la réalité de

ses relations avec ses partenaires économiques et commerciaux moins développés. Okita va même jusqu'à prendre le Brésil comme modèle en le comparant en termes macro-économiques au Japon, affirmant qu'il n'y a là qu'un décalage temporel de 10 à 20 ans. Il reconnaît bien qu'il y a quelques différences – il ne mentionne pas que d'après les sources officielles 200,000 enfants meurent de faim au Brésil chaque année – mais il escamote celles-ci en affirmant que les deux pays ont en commun un « work oriented social climate »! Au sujet des relations très asymétriques entretenues par le Japon avec ses partenaires de l'ASEAN, il affirme que cela est dû essentiellement à la différence dans la taille des PNB respectifs du Japon et de ses partenaires sud-est asiatiques. Dans la même foulée, il reconnaît que Singapour est le partenaire le moins défavorisé. Or le PNB de Singapour est nettement inférieur à celui des quatre autres pays de l'ASEAN, à savoir la Thaïlande, les Philippines, la Malaysia et l'Indonésie!

Au total le livre d'Okita est remarquable et important. Remarquable par sa documentation et sa candeur; important parce qu'il est le témoignage d'une personnalité économique et politique dominante et que ce témoignage, contrairement aux intentions de l'auteur, fournit bien des arguments pour une solide critique des relations que le Japon entretient avec les pays moins développés.

Rodolphe DE KONINCK

Département de géographie
Université Laval

VACCA, Roberto, *Modest Technologies for a Complicated World*, New York, Pergamon Press, 1980, 186 p.

L'ouvrage de R. Vacca veut s'inscrire dans le cadre d'une double critique: à la fois celle de la technologie appropriée ou « technologie des pauvres » et celle de la technologie sophistiquée telle qu'elle est utilisée pour et par les pays « Riches ».

L'auteur part de la constatation que le monde moderne est un monde compliqué et